

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21684 - 80ÈME ANNÉE

La Plateforme réunionnaise propose une conférence ouverte aux forces vives

La solution aux problèmes de La Réunion est chez les Réunionnais

L'initiative proposée par la Plateforme réunionnaise s'inscrit dans une démarche lancée par la création du Parti communiste réunionnais à sa création en 1959 et réaffirmée notamment en 2018 par la proposition de la conférence territoriale élargie aux forces vives : la solution aux problèmes de La Réunion est chez les Réunionnais, pas à Paris. Il appartient à Paris d'accompagner les propositions réunionnaises avec par exemple un cadre légal spécifique permettant de libérer les initiatives réunionnaises.

Vendredi dernier, la Plateforme réunionnaise composée du PCR, du PS, d'EELV, d'Ansamb, de Baniyan, de Cilaos et de Place publique a publié un communiqué. Elle propose la tenue d'une « conférence péi » le 6 novembre à Sainte-Suzanne.

« La Plateforme Réunionnaise se mobilise pour la préservation des intérêts des Réunionnais dans le cadre de la préparation du budget 2025 par l'actuel gouvernement.

Pour construire un avenir qui répondent à nos spécificités, il est impératif de rassembler toutes nos forces vives autour d'un projet clair et partagé. C'est dans l'union que nous saurons formuler les solutions les mieux adaptées aux réalités de notre territoire. Et c'est dans cet esprit que nous proposons à l'ensemble des acteurs locaux, une conférence péi qui pourrait se tenir le mercredi 6 novembre à la salle des fêtes Lo Rwa Kaf à Sainte-Suzanne. », précise le communiqué.

La Plateforme réunionnaise lance donc un appel « à tous les acteurs — élus, associations, syndicats, entreprises, citoyens — pour construire ensemble un modèle pérenne et équitable, qui saura défendre et promouvoir les intérêts de La Réunion face aux défis actuels et futurs » avec notamment l'objectif d'une nouvelle gouvernance, partagée.

La responsabilisation des Réunionnais

Cette initiative marque une étape importante. En 1959, la création du Parti communiste réunionnais avait notamment pour but d'avoir un outil pour libérer les Réunionnais du joug colonial. Le moyen proposé était une assemblée réunionnaise compétente pour tous les aspects concernant directement les Réunionnais. Cette proposition se fondait sur une analyse : l'intégration de La Réunion à la France sous forme de département n'avait pas répondu aux espoirs. Notre île était toujours un des pays les plus pauvres du monde. D'où la nécessité de rompre avec le système dit de la « départementalisation ».

Pour cela, la priorité était la responsabilisation des Réunionnais. Pour les communistes, les choses étaient claires : les Réunionnais étaient les mieux placés pour trouver des solutions pour développer leur pays. Cela voulait aussi dire que la classe dominante devait sortir de son confort de laisser Paris tout décider et de renvoyer la faute sur Paris au moindre problème.

Cette orientation fut réaffirmée en 2018 quelques semaines avant l'importation à La Réunion du phénomène des Gilets jaunes. C'était la proposition d'une Conférence territoriale comprenant non seulement les parlementaires, l'État, la Région, le Département et les représentants des maires mais avec un élargissement aux forces vives : syndicats, partis politiques et associations. Cette conférence était le cadre proposé pour élaborer un projet réunionnais de développement.

Libérer les initiatives réunionnaises

L'initiative de la Plateforme réunionnaise découle de

la même logique. Il s'agit de proposer la participation de toutes les bonnes volontés motivées pour agir pour changer profondément La Réunion, au travers d'un projet de développement capable de régler les problèmes issus de près de 80 ans d'errements de la part de Paris, responsable des décisions dans des domaines aussi stratégiques que la politique de l'emploi, les relations avec les voisins, le logement et de tout ce qui relève de la loi et de la réglementation.

Autrement dit, ce n'est pas à Paris que se trouve la solution aux problèmes de La Réunion, mais dans les Réunionnais. Ce sont eux qui sont en effet les mieux placés et les plus motivés à développer le pays pour aller vers le plein emploi, grâce notamment à la souveraineté énergétique, à la création d'activités génératrices de revenu et au co-développement avec les pays voisins.

Kanaky Nouvelle-Calédonie

La mission du Forum des îles du Pacifique est arrivée

Initialement prévue pour le mois d'août, la mission d'information organisée par le Forum des îles du Pacifique a finalement été reportée à octobre et a débuté officiellement hier. Elle se déroulera jusqu'à mardi, permettant aux dirigeants des nations insulaires du Pacifique de tenir une série de discussions sur divers sujets clés. Le premier ministre des îles Cook, Mark Brown, a été le premier à arriver à l'aéroport de Tontouta samedi, suivi hier par une délégation comprenant Siaso Sovaleni, premier ministre des Tonga, Sitiveni Rabuka, premier ministre de Fidji, Peter-Shanel Agovaka, ministre des Affaires étrangères des Îles Salomon, ainsi que Baron Waqa, secrétaire général du Forum des îles du Pacifique. Ces personnalités ont été accueillies avec les honneurs militaires, en présence de Louis Le Franc, Haut-commissaire de la République, Louis Mapou, président du gouvernement calédonien, et Véronique Roger-Lacan, ambassadrice de France pour le Pacifique.

Comme l'a expliqué récemment Charles Wea, conseiller aux relations extérieures du président de la Nouvelle-Calédonie, cette mission a pour but de définir comment le Forum des îles du Pacifique pourrait proposer des pistes d'accompagnement pour la Nouvelle-Calédonie dans cette période de transition. Cela fait en effet 5 mois qu'a eu lieu la tentative par Paris de remettre en cause l'Accord de Nouméa. Cet accord avait pour base un corps électoral calédonien préfigurant une nationalité calédonienne. Paris a voulu changer les règles en permettant à des immigrants de pouvoir l'intégrer sur la base de 10 ans de résidence.

Ceci peut avoir pour conséquence de rendre les Ka-

Le rôle de Paris n'est plus d'assimiler La Réunion comme si elle se situait en Europe, mais d'accompagner sur un plan institutionnel et financier les propositions réunionnaises. Cela peut par exemple prendre la forme d'une loi spécifique à La Réunion, qui permettra de libérer les initiatives réunionnaises.

Le vieux modèle néocolonial a trop duré. Faire des Réunionnais des supplétifs de l'OTAN dans l'océan Indien et baser une économie sur la transformation des transferts publics en profits privés rapatriés en France n'apporte rien à notre peuple. Il est temps de développer La Réunion.

M.M.

naks minoritaires dans ce corps électoral spécifique notamment aux référendums sur le retour à l'indépendance.

Cette décision a amplifié un mouvement de protestation contre ce projet qui durait déjà depuis plusieurs mois. Depuis mai dernier, la Kanaky Nouvelle-Calédonie connaît des affrontements. Des milices anti-indépendantistes commettent des violences, encouragées par un sentiment d'impunité.

L'initiative du Forum des îles du Pacifique fait suite à l'internationalisation de la lutte par les partisans du retour à l'indépendance. Cette démarche s'appuyait sur un constat largement partagé. L'État a choisi de ne pas être neutre dans un processus de décolonisation, il a manifestement pris le parti des anti-indépendantistes. Les législatives anticipées ont permis de stopper la remise en cause de l'Accord de Nouméa car le texte changeant les règles d'inscription dans le corps électoral calédonien ne sera pas soumis au vote du Congrès. Ce vote est nécessaire car l'Accord de Nouméa figure dans la Constitution française. Néanmoins, la confiance n'est pas restaurée. D'où la nécessité d'une médiation internationale pour renouer le dialogue entre les partisans du retour à l'indépendance et leurs opposants afin de préparer au mieux la période de transition vers le retour de la souveraineté pleine et entière de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

M.M.

Le sommet des BRICS a montré l'effondrement de l'hégémonie occidentale

Le sommet 2024 des BRICS s'est tenu dans la ville russe de Kazan du 22 au 24 octobre. Il a réuni des délégations de plus de 30 pays du monde entier. Sputnik donne la parole à des experts pour expliquer la portée d'un tel événement.

Le récent sommet des BRICS à Kazan en Russie a montré que le groupe « est passé d'un bloc limité à une force avec une influence politique et financière internationale », a déclaré à Sputnik Zakaria Hammoudan, le directeur de l'Institut national libanais de recherche et de statistique. « Les BRICS sont importants car ils créent un nouvel ordre mondial multipolaire, contribuant à affaiblir l'hégémonie des pays occidentaux et des institutions financières traditionnelles, telles que le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale », a-t-il ajouté. Les projets des BRICS d'introduire un système de paiement unique pourraient réduire l'impact négatif des sanctions occidentales contre un certain nombre de pays, selon l'analyste. Il a souligné que « des décisions importantes, comme l'introduction d'une nouvelle monnaie, nécessitent le soutien absolu » de tous les membres des BRICS pour contrer l'hégémonie du dollar dans l'économie mondiale.

Hammoudan a souligné que les activités des BRICS peuvent également « renforcer la sécurité mondiale grâce à la coopération dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité, en fournissant une alternative au système de sécurité dirigé par Washington et l'Occident et en réduisant la dépendance d'un certain nombre de pays vis-à-vis d'organisations occidentales telles que l'OTAN ».

Dans une interview avec Sputnik, Dmitry Suslov, directeur adjoint du Centre d'études européennes et internationales complètes de l'École supérieure d'économie de l'Université nationale de recherche, a déclaré que le sommet des BRICS à Kazan avait reçu une couverture médiatique internationale « inhabituellement étendue ». Il a ajouté que dans les pays occidentaux, il existe un sentiment d'anxiété et de

conscience que « les BRICS sont une organisation sérieuse, plutôt qu'une chose virtuelle qui s'effondrera demain ». Suslov a déclaré qu'en plus des médias occidentaux, il surveillait de près le site Web du journal chinois Global Times, qui se concentrait sur le sommet des BRICS mais accordait une attention mineure à l'élection présidentielle américaine à venir. « Voici un exemple de la manière dont le sommet des BRICS a été traité dans le monde non occidental. En termes d'importance pour les questions de politique mondiale et de relations internationales, le sommet des BRICS est, bien sûr, plus important que l'élection américaine », a conclu l'analyste.

Christian Lamesa, analyste basé en Argentine et ambassadeur de la société russe "Knowledge", qui a déclaré à Sputnik que le sommet des BRICS a montré que les États-Unis et l'Europe n'ont pas réussi à isoler la Russie.

« La Russie n'est pas isolée, c'est un leader mondial »

« Malgré les tentatives de l'Amérique et de l'Europe d'isoler la Russie par des sanctions et d'autres mesures restrictives, le sommet des BRICS à Kazan a prouvé que la Russie n'est pas seulement isolée, mais qu'elle est un véritable leader mondial aux côtés de la Chine et d'autres pays qui forment les BRICS », a souligné Lamesa.

Il a ajouté que la force et le potentiel des BRICS révèlent la peur des États-Unis et de l'Europe de perdre leur hégémonie. Selon Lamesa, contrairement aux États-Unis et à l'Europe, les BRICS représentent un monde multipolaire dans lequel la logique est complètement différente, à savoir une logique de coopération basée sur des conditions mutuellement avantageuses, ainsi que sur le respect de la culture et des traditions de chaque pays membre.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

A kansa in somenn kréol pou pète an flèr issi La Rényon ?

Mézami koméla i sèlèb somenn kréol, in pé partou issi La Rényon, dann toute komine, toute landroi kissoi sou la form in pti kabar, kissoi sou la form in rakontaz zistoir, kissoi in konkour fonn kèr. Bann gran média i anparl é i fé in fasson pou amontr la somenn kréol sé in fète pou vréman.

In fète konm la fète la mizik ? In fète konm lo vin déssanm ? In fète konm katorz zilyète ? Fransh vérité, d'après mwin la fète pou la somenn kréol lé pli timide, pli rézèrvé, é si wi sava pa bien rodé pou trouvé ou néna linpréssion la fète lé in pé abssan par rapor a d'ote ké sé bann vré fète pou toulbon.

Alor, mi domann amwin kansa la fète la somenn kréol sar in vré fète pou vréman, kansa la fète-la va pète an flèr konm d'ote fète La Rényon. Pé sfèr zot va dir amwin fète-la lé tro nèv éi fo lèss ali lo tan pou li pète an flèr, inn foi pou inn bone foi.

Poitan la lang kréol sé in lang nou la fé é ni pé dir lé z'ot nou la prété. Poitan in lang sé léspréssion — lo promyé manifestassion — lo jénie d'in pèp. Donk lo kréol rényoné sé la marke lo jéni lo pèp rényoné donk i fo fète ali, pou dir ali ni yèm ali, ni mour ali, ni trouv ali gayar, sé dann li ké ni koné éprime noute panssé, noute santiman, noute sansibilité, noute manyèr viv toute bann gran, zévènman d'la vi.

Mi panss nou lé ankor loin d'in bone fète la lang kréol mé pti lanp, pti lanp in zour nou v'ariv fèr sa é zourla, kan la somenn kréol va pète an flèr konm in vré gran fète, mwin lé sirésèrtin noute toute va apréssyé sète afèr-la.

A bon antandèr salu !

Justin